

Jörg Ulbert et Lukian Prijac (dir.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle. Consulship in the 19th Century. Die Welt der Konsulateim 19. Jahrhundert*, Hambourg, DobuVerlag, 2010, 522 p.

Marcella Aglietti, *L'istituto consolare tra Sette e Ottocento. Funzioni istituzionali, profilo giuridico e percorsi professionali nella Toscana granducale*, Pise, Edizioni ETS, 2012, 440 p.

Arnaud Bartolomei



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/cdlm/7628>

DOI: 10.4000/cdlm.7628

ISSN: 1773-0201

Publisher

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Printed version

Date of publication: 30 June 2014

ISSN: 0395-9317

Electronic reference

Arnaud Bartolomei, « Jörg Ulbert et Lukian Prijac (dir.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle. Consulship in the 19th Century. Die Welt der Konsulateim 19. Jahrhundert*, Hambourg, DobuVerlag, 2010, 522 p.

Marcella Aglietti, *L'istituto consolare tra Sette e Ottocento. Funzioni istituzionali, profilo giuridico e percorsi professionali nella Toscana granducale*, Pise, Edizioni ETS, 2012, 440 p. », *Cahiers de la Méditerranée* [Online], 88 | 2014, Online since 15 December 2014, connection on 22 September 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7628> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7628>

This text was automatically generated on 22 September 2020.

© Tous droits réservés

Jörg Ulbert et Lukian Prijac (dir.),
*Consuls et services consulaires au XIX^e
siècle. Consulship in the 19th Century.*
*Die Welt der Konsulate im 19.
Jahrhundert*, Hambourg, DobuVerlag,
2010, 522 p.

Marcella Aglietti, *L'istituto consolare
tra Sette e Ottocento. Funzioni
istituzionali, profilo giuridico e percorsi
professionali nella Toscana granducale*,
Pise, Edizioni ETS, 2012, 440 p.

Arnaud Bartolomei

- ¹ Les études historiques portant sur les consuls, qui avaient été renouvelées ces dernières années par les travaux de Jesús Pradells Nadal¹ et d'Anne Mézin², portant sur le personnel et les carrières des consuls au XVIII^e siècle, ou par le bel ouvrage de Christian Windler³, consacré à l'étude du protocole diplomatique dans la Régence de Tunis et à « l'expérience de l'autre » qu'il révèle, ont connu un nouvel essor à partir de la parution en 2006 de l'ouvrage collectif *La fonction consulaire à l'époque moderne*, édité par Jörg Ulbert et Gérard Le Bouëdec. Loin de n'être qu'un simple « état des connaissances » sur

la fonction consulaire – ce qu'il est aussi et ce qui lui vaut d'être d'ores et déjà un classique –, ce dernier ouvrage ouvrait en effet de nombreuses pistes de recherche, qui ont été empruntées depuis par divers programmes de recherche, individuels ou collectifs, qui, en France ou ailleurs, se sont inscrits dans son sillage. Ce fut, par exemple, le cas des colloques de Nice de 2011 (dédié à « l'information consulaire »⁴) et de Séville de 2012 (consacré à l'étude des « *consules de extranjeros* » sur la longue durée), dont les actes viennent d'être publiés⁵. C'est également le cas avec le nouveau colloque organisé à Nice en 2014 qui, en s'intéressant aux « fonctions marchandes des consuls », prolonge l'une des thématiques esquissées dans *La fonction consulaire*. Il en va de même avec les deux ouvrages dont il sera question ici : naturellement, celui qu'a coordonné Jörg Ulbert (avec Lukian Prijac cette fois), qui prolonge, pour le xix^e siècle, le volume précédemment consacré à l'époque moderne, mais aussi celui que vient de publier Marcella Aglietti en Italie, qui est consacré à l'évolution de l'institution consulaire, telle que l'on peut la percevoir depuis l'observatoire singulier que constitue le port toscan de Livourne.

- 2 C'est donc sous la forme d'un ouvrage collectif réunissant pas moins de trente-six contributions, rédigées en français, en anglais ou en allemand, que se présente l'ouvrage, au titre déjà polyglotte, *Consuls et services consulaires au xix^e siècle. Consulship in the 19th Century. Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert*. La perspective internationale, même mondiale, adoptée par l'ouvrage se trouve immédiatement confirmée dans son architecture d'ensemble qui, après les trois contributions introductives, distingue, d'une part, la situation des « anciennes nations consulaires », à savoir les nations européennes qui ont inventé la fonction consulaire à l'époque moderne et l'ont développée au siècle suivant, et, d'autre part, celle des « nouveaux arrivants », c'est-à-dire les États qui ont acquis leur indépendance au xix^e siècle (comme les Républiques latino-américaines ou la Serbie) ou qui se sont efforcés de suivre le train de la modernité européenne en adoptant à leur tour une institution devenue incontournable (Empire Ottoman, Chine, Japon et Éthiopie). Le découpage n'est cependant pas aussi net – ni aussi eurocentré – qu'il n'y paraît à première vue : ainsi le cas des États-Unis est abordé dans le premier groupe alors que les services consulaires de certains États allemands ou même des Pays-Bas sont abordés dans le second. Cela n'affecte cependant pas le propos car l'essentiel ne réside pas tant dans le découpage en lui-même que dans ce qu'il suggère : les services consulaires ont connu au xix^e siècle un double processus d'essor quantitatif et d'expansion mondiale, porté aussi bien par le développement des réseaux des « anciennes nations consulaires » (qui passent en général d'une dizaine de postes centrés sur l'Europe et la Méditerranée à une centaine de postes répartis dans le monde entier) que par celui des « nouveaux arrivants », qui entendent tous affirmer leur indépendance et leur souveraineté sur la scène internationale en s'appropriant à leur tour l'institution consulaire. Il en résulte une profusion illimitée des études de cas possibles à l'aune de laquelle les trente-six contributions réunies paraissent finalement peu de chose. Le but de l'ouvrage n'était cependant pas de dresser un inventaire systématique de tous les postes ouverts au xix^e siècle, ni même de tous les réseaux constitués alors, mais plutôt de s'interroger sur les raisons d'une telle vogue de l'institution consulaire qu'évoque Jörg Ulbert dès les premiers mots de son introduction en rappelant que « jamais avant ni après, le nombre de postes consulaires n'a été aussi important, jamais les attributions des consuls n'ont été aussi larges, jamais leur rôle aussi élevé » (p. 9). En fait, l'auteur souligne que ce n'est pas tant la nature des fonctions consulaires qui change – elles demeurent principalement centrées sur la

collecte d'informations, la protection des ressortissants et l'assistance au « pavillon » du pays d'origine – que leur systématisation et leur professionnalisation. Ainsi, en matière d'information, les consuls français ne pourront plus se contenter d'expédier le « mémoire annuel » prévu par les Ordonnances de la Marine de 1681, mais doivent dorénavant adresser à leur ministère de tutelle de réguliers états de navigation, du commerce, des prix, des industries et des manufactures... De même, les fonctions de protection et de contrôle des ressortissants s'étoffent au fur et à mesure que se développent les flux internationaux de migrants – dont il faut viser les passeports – et les colonies d'expatriés auxquelles il faut garantir un accès minimal aux services d'état civil ou de légalisation juridique que dispensent les consulats. Cet alourdissement des charges dévolues aux consuls se traduit partout dans le monde par une professionnalisation du métier et de la carrière consulaire, par un triomphe progressif du modèle des consuls *missi* (agents de l'État et à son service) sur celui des consuls *electi* (désignés par les « nations marchandes ») et par un détachement, au contraire, des fonctions marchandes originelles des consuls, qui tendent d'ailleurs peu à peu à être récupérées par de nouvelles figures qui apparaissent à la toute fin de la période (comme les « attachés commerciaux » qui sont créés en France au début du xx^e siècle).

- 3 L'évolution est donc sensible mais elle demeure longtemps lente à s'affirmer, notamment d'un point de vue réglementaire, ce que souligne utilement Anne Mézin dans sa contribution, en remarquant que les instructions consulaires françaises de 1814 et 1833 ne font souvent que confirmer ou aménager les dispositions des ordonnances de 1681. De même, lorsque les nouveaux dirigeants des États-Unis rédigent leur première loi sur les services consulaires en 1792, ils n'innovent nullement et prévoient que « le consul doit recevoir les plaintes et les déclarations en prenant soin des problèmes dans l'intérêt du commerce américain ; il prend provisoirement possession des biens des Américains décédés dans son district ; [...] il s'occupe des chargements des bateaux américains échoués ou avariés, et perçoit certaines taxes sur les inventaires, etc. » (Guadalupe Carrasco González, p. 243). Ce qui change donc en premier lieu dans la fonction consulaire au xix^e siècle, ce sont les conditions d'exercice du métier et le contexte nouveau dans lequel elle évolue dorénavant : ainsi Rudolph Agster constate, amusé, qu'avec l'explosion des flux migratoires vers les États-Unis à la fin du xix^e siècle, le temps « où la tâche des consulats ne consistait qu'à l'accompagnement de l'export de coton et de tabac vers la Monarchie » est bien fini (p. 188). De même, l'industrialisation et l'essor des échanges internationaux tendent à transformer l'essence même des fonctions marchandes du consul : de juge des négociants placés sous sa juridiction, il s'affirme peu à peu comme un véritable « représentant de commerce » de l'industrie de son pays d'origine, parfois avec un certain succès si l'on en croit la démonstration de Tomoko Hashino qui lie le succès de l'industrie japonaise de la soie à l'efficacité du réseau consulaire déployé par Tokyo dans le monde et en Europe à partir de l'ère Meiji – des postes étant ouverts aux Philippines, à Singapour, au Guangdong, à Marseille, à Liverpool, à Brême, etc. (p. 489). L'autre grande transformation qui caractérise le siècle, c'est ensuite l'évolution du statut juridique des consuls et notamment les processus de fonctionnarisation et de bureaucratisation de leur fonction. De nombreuses contributions reviennent sur les tensions qu'entraîne une telle évolution, le plus souvent, pour souligner les diverses résistances qu'elle suscite et l'intérêt des débats auxquels elle donne lieu – certains arguant que le traditionnel « consul marchand » est le plus à même de servir les intérêts du commerce national, d'autres, que les conflits d'intérêts inhérents à un tel mélange des genres rendent nécessaires sa suppression. Le

paroxysme dans ces débats est probablement atteint à l'époque de l'union des deux couronnes scandinaves, étudiée par Leos Müller, puisque la Norvège, commerçante et tournée vers la mer, souhaite développer un large réseau de consuls honoraires de dimension mondiale, alors que la Suède, industrielle et dépendante de ses marchés continentaux, souhaite plutôt s'appuyer sur un réseau de consuls professionnels, solidement implanté en Europe. Le conflit aurait même constitué l'une des causes de la rupture entre les deux pays (p. 268).

- 4 La transformation de « l'institution consulaire » constitue également la trame de fond de l'ouvrage de Marcella Aglietti, qui consacre plus de 400 pages à la description d'une évolution littéralement « saisie sur le vif » à partir de l'observatoire livournais, qui permet aussi bien d'appréhender les changements intervenus dans l'administration du réseau consulaire toscan à l'étranger que dans le fonctionnement des dizaines de représentations consulaires implantées dans le grand port italien. L'adoption de ce double point de vue, qui pouvait paraître au préalable une source de confusion, s'avère finalement particulièrement judicieuse pour mettre en évidence ce qui constitue le cœur de la démonstration : l'étude de l'uniformisation et de la standardisation de l'institution consulaire dans l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècles, ainsi que celle des processus de territorialisation de l'État et de la citoyenneté dont cette évolution serait à la fois un facteur et un symptôme. Plutôt que de réduire l'évolution décrite à une simple transformation des consuls *electi* en consuls *missi* ou au triomphe de l'interprétation française et colbertienne de l'institution consulaire, Marcella Aglietti préfère en effet s'intéresser à ce que sous-tend cette évolution institutionnelle, à savoir la transformation de l'institution consulaire « traditionnellement considérée comme l'organe représentatif d'une communauté d'individus unis par des intérêts communs »⁶ en « un service complètement intégré à l'organisation administrative de l'État »⁷ (p. 9). Pour cela, l'auteure délaisse rapidement les sources traditionnellement utilisées pour traiter un tel sujet (les sources réglementaires, comme les ordonnances françaises, et les sources théoriques, comme les traités juridiques de Borel, Martens, Miltitz ou Cussy) pour appuyer son étude sur un troisième corpus de sources solidement étoffé – comprenant principalement les instructions, observations et autres mémoires, rédigés tant par les consuls que par leurs autorités de tutelle – et dont de larges extraits sont reproduits *in extenso* dans les cent dernières pages de l'ouvrage, ce qui en renforce encore l'intérêt. Un tel choix permet d'appréhender au plus près la *praxis* consulaire telle qu'elle se définit au jour le jour dans l'activité et l'administration des postes et, plus encore, la circulation des modèles institutionnels d'un pays à l'autre puisque ce sont les « enquêtes » sur les réseaux concurrents, menées par les consuls à la demande de leurs responsables, qui constituent les pièces les plus remarquables du dossier mobilisé.
- 5 Le chapitre 1 s'intéresse d'abord aux tensions qu'ont suscitées dans les États de Toscane les deux volontés contraires, des grandes monarchies mercantilistes, d'une part, soucieuses de systématiser et d'affirmer les prérogatives de leurs consuls en matière judiciaire notamment, et de la dynastie des Lorraine, d'autre part, désireuse de moderniser l'État dont elle avait hérité. Les souverains toscans souhaitaient notamment restreindre les empiètements à leur souveraineté que représentait l'existence des juridictions exercées plus ou moins légalement par les consuls étrangers installés à Livourne. À l'étranger, en revanche, les Lorraine ont suivi le modèle français et ont été à l'origine d'une importante littérature administrative visant à uniformiser leurs représentations consulaires extérieures et à les conformer aux modèles alors

dominants (chapitre 2). Ainsi, les instructions de 1758 sont largement nourries des observations qui ont été faites des systèmes consulaires français, génois ou pontificaux ; et elles servent à leur tour de laboratoire aux réformes consulaires autrichiennes – ce qui traduit bien finalement ce vaste processus d'uniformisation de l'institution consulaire à l'œuvre, d'après l'auteure, partout en Europe au XVIII^e siècle. Les consuls toscans cessent donc d'être *electi*, deviennent les représentants de l'ensemble de leurs ressortissants, et non plus des seuls marchands, et voient leurs missions se diversifier et se complexifier puisqu'ils doivent dorénavant assurer, par exemple, le service postal, l'assistance aux galères du Grand-Duché et la collecte de toutes les informations « pouvant intéresser le commerce de Livourne »⁸ (p. 91). C'est cependant au XIX^e siècle, dont l'étude est menée dans le chapitre 3, que les transformations en cours parviennent à leur aboutissement. Dès le début de la Restauration, les autorités toscanes entreprennent en effet une nouvelle offensive à l'encontre des prérogatives dont se targuaient les consuls français et britanniques, de façon totalement infondée d'après elles : le caractère de « ministre public » de ces derniers est ainsi remis en cause, tout autant que leur droit à exercer un pouvoir juridictionnel à Livourne ou encore la valeur des « conventions internationales » qui auraient permis l'établissement de telles atteintes à la souveraineté toscane. La dernière partie du chapitre développe cette question des liens entre institution consulaire et souveraineté en développant la situation singulière créée par l'unification italienne – laquelle donne lieu à toute une série de problèmes nouveaux (avec qui doivent correspondre dorénavant les consuls ? Qui doit récupérer les archives des anciens consulats toscans ? Que faire lorsqu'un consul toscan refuse de se soumettre à la souveraineté piémontaise ?). Le chapitre 4 s'intéresse au cas archétypique du consulat espagnol à Livourne, qui a été l'objet d'une transmission patrimoniale au sein de la famille marchande de Silva pendant toute l'époque moderne (1677-1802), avant d'être repris en main et bureaucratisé par la monarchie espagnole au siècle suivant. Et l'auteure de constater qu'« avec la sortie de scène de la famille de Silva se terminait l'époque des consulats d'Ancien Régime, caractérisés par ce mélange particulier [...] entre intérêts personnels et affaires privées, d'un côté, et intérêts de la Couronne et d'une communauté marchande, de l'autre. S'ouvrait ainsi l'ère du consul bureaucrate, dépourvu pour l'essentiel de liens forts avec le territoire où il était envoyé, mais lié de manière très étroite à l'État qui l'avait nommé à la tête de cette charge »⁹ (p. 193). Les chapitres 5 et 6, clairement inscrits dans la perspective d'une histoire sociale de la fonction consulaire, s'intéressent plus précisément aux modalités empruntées par le processus de professionnalisation à l'œuvre : formalisation de la formation des consuls, standardisation des instructions qui leur sont adressées, détachement des fonctions marchandes et aristocratisation de la profession. Enfin, le chapitre 7 reprend, sous forme de synthèse, l'idée-force qui a guidé toute la démonstration : le passage « de consul de la "nation" à consul de l'État »¹⁰ constitue l'une des manifestations les plus évidentes d'une transformation politique plus large qui a vu s'affirmer l'État territorial, et deux notions qui lui sont intimement liées, la nationalité et la citoyenneté. C'est là démontrer de la plus belle manière le bon usage que l'on peut faire des études consulaires pour analyser des dynamiques qui les dépassent largement, comme ici la formation de l'État territorial et bureaucratique, ou ailleurs les processus de la mondialisation et de l'expansion européenne.

6 On ne saurait, en définitive, trop recommander la lecture de ces deux ouvrages à tous ceux qui suivent de près, comme contributeurs ou comme simples lecteurs, le renouveau

récent des études consulaires, mais également à tous ceux qui utilisent fréquemment des sources consulaires dans leurs travaux d'histoire, qu'ils soient de nature économique, politique, sociale ou culturelle, tant il paraît évident qu'une bonne compréhension de l'institution consulaire, de son fonctionnement et de son évolution, constitue un préalable nécessaire à l'exploitation scientifique des masses considérables d'archives – correspondances, statistiques, recensements ou actes notariés – qu'elle a laissées en héritage aux historiens d'aujourd'hui.

NOTES

1. Jesús Pradells Nadal, *Diplomacia y comercio : la expansión consular española en el siglo XVIII*, Alicante, Universidad de Alicante, 1992.
2. Anne Mézin, *Les consuls de France au siècle des Lumières*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1998.
3. Christian Windler, *La diplomatie comme expérience de l'autre : consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002.
4. « Les Consuls en Méditerranée, agents d'information, XVI^e - XX^e siècle », Nice, 24-26 novembre 2011. Les actes du colloque seront publiés chez Classiques Garnier, sous la direction de Silvia Marzagalli, Maria Ghazali et Christian Windler.
5. Marcella Aglietti, Manuel Herrero Sánchez et Francisco Zamora Rodríguez (dir.), *Los cónsules de extranjeros en la Edad Moderna y a principios de la Edad Contemporánea*, Madrid, Ediciones Doce Calles, 2013.
6. « tradizionalmente considerata organo rappresentativo di una comunità di individui unita da interessi condivisi ».
7. « un ufficio compiutamente integrato nell'ordinamento amministrativo dello Stato ».
8. « che potevano interessare il commercio di Livorno ».
9. « con l'uscita di scena della famiglia de Silva si chiudeva l'epoca dei consolati di antico regime, caratterizzati da quella speciale commisione, [...], tra interessi personali e affari privati, da un lato, e interessi della Corona e di una comunità mercantile, dall'altro. Si apriva, invece, l'era del console burocrate, sostanzialmente privo di legami forti con il territorio di destinazione ma vincolato, in maniera strettissima, con lo Stato che lo aveva nominato a capo di quell'ufficio ».
10. « da console della "nazione" a console dello Stato ».